



**HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°43-2023-102

PUBLIÉ LE 24 AOÛT 2023

# Sommaire

## **43\_DDT\_Direction départementale des territoires de Haute-Loire / Service de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et des risques naturels**

43-2023-08-21-00040 - Arrêté préfectoral n° 2023 -035 du 21 août 2023 modificatif n°1 Habilitation Analyse d'Impact article L. 752-6 code de commerce, Société AQUEDUC (2 pages) Page 3

43-2023-08-21-00039 - Arrêté Préfectoral n° 2023-034 du 21 août 2023 modificatif n° 1 portant habilitation pour établir le certificat de conformité article L.752-23 code de commerce Société AQUEDUC (2 pages) Page 6

## **43\_Pref\_Préfecture Haute-Loire / Bureau des collectivités territoriales et de l'environnement**

43-2023-08-18-00001 - Arrêté portant mesures conservatoires : S R V VACHER à Nolhac Cne SAINT-PAULIEN (5 pages) Page 9

## **43\_Pref\_Préfecture Haute-Loire / Bureau des finances locales**

43-2023-08-22-00001 - AP AUREC REGISSEURS (2 pages) Page 15

## **84\_DREAL\_Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes / Secrétariat Général**

43-2023-08-23-00001 - ARRÊTÉ N° DREAL-SG-2022-55/43 portant subdélégation de signature aux agents de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes pour les compétences générales et techniques pour le département de la Haute-Loire (13 pages) Page 18

43\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Loire

43-2023-08-21-00040

Arrêté préfectoral n° 2023 -035 du 21 août 2023  
modificatif n°1 Habilitation Analyse d'Impact  
article L. 752-6 code de commerce, Société  
AQUEDUC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023-035 EN DATE DU 21 AOÛT 2023  
PORTANT HABILITATION POUR RÉALISER L'ANALYSE D'IMPACT MENTIONNÉE AU III DE  
L'ARTICLE L 752-6 DU CODE DE COMMERCE**

**MODIFICATIF N° 1**

Le préfet de la Haute-Loire

- VU** le code de commerce et notamment les articles L 752-6 et suivants ;
- VU** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Éric ÉTIENNE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;
- VU** les dispositions de la loi N° 2018-1021 du 23 novembre 2018, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique et notamment l'article 166 ;
- VU** le décret N° 2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commercial et aux demandes d'autorisation d'exploitation commerciale et notamment l'article 5 ;
- VU** l'arrêté du 19 juin 2019 fixant le contenu du formulaire de demande d'habilitation pour réaliser l'analyse d'impact mentionnée au III de l'article L.752-6 du code de commerce ;
- VU** la demande d'habilitation déposée par la société AQUEDUC, en date du 08 novembre 2019 ;
- VU** les pièces complémentaires fournies, en date du 19 février 2020 ;
- VU** la demande d'habilitation modifiée, transmise par la société AQUEDUC, en date du 13/07/2023 ;
- CONSIDÉRANT** le dossier fourni par le demandeur ;
- SUR** la proposition du directeur départemental des Territoires ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>**

Monsieur ZAGROUN Bruno,  
Madame DUBOIS LAMBERT Anne,  
Monsieur BANCELIN Arnaud,

de la société AQUEDUC, représentée par Monsieur ZAGROUN Bruno, sise 10 rue du 1<sup>er</sup> mai – 11100 NARBONNE, sont habilités pour réaliser l'analyse d'impact mentionnée au III de l'article L 752-6 du code de commerce à compter du 28 février 2020.

Direction Départementale des Territoires de la Haute-Loire  
13, rue des Moulins – CS 60350 – 43009 LE PUY-EN-VELAY Cedex  
Tél : 04 71 05 84 00 – Télécopie : 04 71 05 83 03  
Courriel : ddt@haute-loire.gouv.fr – Site internet : [www.haute-loire.pref.gouv.fr](http://www.haute-loire.pref.gouv.fr)

**ARTICLE 2 :**

Le numéro de l'habilitation est : 2020-005. Ce numéro devra figurer sur l'analyse d'impact au même titre que la date et la signature de l'auteur de l'analyse.

**ARTICLE 3 :**

Toute modification de l'extrait Kbis, ou tout autre document assimilé ou équivalent, de l'auteur de la demande, de la pièce d'identité de toutes les personnes physiques visées par la demande, conduit à la mise à jour, dans le mois, du dossier d'habilitation déposé en Préfecture.

**ARTICLE 4 :**

L'habilitation est accordée pour une durée de cinq ans, sans renouvellement tacite possible. Elle est valable sur l'ensemble du territoire du département de la Haute-Loire.

**ARTICLE 5 :**

L'habilitation peut être retirée par le préfet si l'organisme ne remplit plus les conditions d'obtention, de mise à jour ou d'exercice mentionnées à l'article R 752-6-1.

**ARTICLE 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire et le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Pour le Préfet,  
le Secrétaire Général



Antoine PLANQUETTE

**Voies et délais de recours**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.*

*Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

43\_DDT\_Direction départementale des  
territoires de Haute-Loire

43-2023-08-21-00039

Arrêté Préfectoral n° 2023-034 du 21 août 2023  
modificatif n° 1 portant habilitation pour établir  
le certificat de conformité article L.752-23 code  
de commerce Société AQUEDUC



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale  
des territoires**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023-034 EN DATE DU 21 AOUT 2023  
PORTANT HABILITATION POUR ÉTABLIR LE CERTIFICAT DE CONFORMITÉ MENTIONNÉ AU  
PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE L.752-23 DU CODE DE COMMERCE**

**MODIFICATIF n° 1**

Le préfet de la Haute-Loire

**VU** le code de commerce et notamment les articles L 752-23 et suivants ;

**VU** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Éric ÉTIENNE en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

**VU** les dispositions de la loi N° 2018-1021 du 23 novembre 2018, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique et notamment l'article 168 ;

**VU** le décret N° 2019-563 du 7 juin 2019 relatif à la procédure devant la Commission nationale d'aménagement commercial et au contrôle du respect des autorisations d'exploitation commerciale et notamment l'article 4 ;

**VU** l'arrêté du 28 juin 2019 fixant le contenu du formulaire de demande d'habilitation pour établir le certificat de conformité mentionné au premier alinéa de l'article L.752-23 du code de commerce ;

**VU** la demande d'habilitation déposée par la société AQUEDUC, en date du 08 novembre 2019 ;

**VU** les pièces complémentaires fournies, en date du 19 février 2020 ;

**VU** la demande d'habilitation modifiée, transmise par la société AQUEDUC, en date du 13/07/2023 ;

**CONSIDÉRANT** le dossier fourni par le demandeur ;

**SUR** la proposition du directeur départemental des Territoires ;

**ARRÊTE**

Direction Départementale des Territoires de la Haute-Loire  
13, rue des Moulins – CS 60350 – 43009 LE PUY-EN-VELAY Cedex  
Tél : 04 71 05 84 00 – Télécopie : 04 71 05 83 03  
Courriel : ddt@haute-loire.gouv.fr – Site internet : [www.haute-loire.pref.gouv.fr](http://www.haute-loire.pref.gouv.fr)

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Monsieur ZAGROUN Bruno,  
Madame DUBOIS LAMBERT Anne,  
Monsieur BANCELIN Arnaud,

de la société AQUEDUC, représentée par Monsieur ZAGROUN Bruno, sise 10 rue du 1<sup>er</sup> mai – 11100 NARBONNE, sont habilités pour établir le certificat de conformité mentionné au premier alinéa de l'article L.752-23 code de commerce à compter du 28 février 2020.

**ARTICLE 2 :**

Le numéro de l'habilitation est : CC-2020-002. Ce numéro devra figurer sur le certificat de conformité au même titre que la date et la signature de l'auteur du certificat de conformité.

**ARTICLE 3 :**

Toute modification de l'extrait Kbis, ou tout autre document assimilé ou équivalent, de l'auteur de la demande, de la pièce d'identité de toutes les personnes physiques visées par la demande, conduit à la mise à jour, dans le mois, du dossier d'habilitation déposé en Préfecture.

**ARTICLE 4 :**

L'habilitation est accordée pour une durée de cinq ans, sans renouvellement tacite possible. Elle est valable sur l'ensemble du territoire du département de la Haute-Loire.

**ARTICLE 5 :**

L'habilitation peut être retirée par le préfet si l'organisme ne remplit plus les conditions d'obtention, de mise à jour ou d'exercice mentionnées à l'article R 752-44-2.

**ARTICLE 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire et le directeur départemental des Territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Pour le Préfet,  
le Secrétaire Général



Antoine PLANQUETTE

**Voies et délais de recours**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.*

*Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*



43\_Pref\_Préfecture Haute-Loire

43-2023-08-18-00001

Arrêté portant mesures conservatoires : S R V  
VACHER à Nolhac Cne SAINT-PAULIEN



# PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ

**ARRETE PREFECTORAL N° BCTE / 2023 – 91 DU 18 AOUT 2023**  
portant imposition de prescriptions de mesures conservatoires  
à la société SRVV pour son site de Nolhac commune de SAINT- PAULIEN  
à la suite de l'incendie survenu le 3 août 2023

## Le préfet de la Haute-Loire

**VU** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 171-8-1, L. 512-20, R.512- 9, R.512-69 et R.512-70 ;

**VU** le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Eric ETIENNE en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

**VU** le décret du Président de la République du 8 novembre 2021 nommant M. Antoine PLANQUETTE en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2023-23 du 22 juin 2023 portant délégation de signature à M. Antoine PLANQUETTE, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

**VU** les arrêtés préfectoraux BCTE 2020/49, DIPPAL-B3/2016-153, DIPPAL B3/2011-236 et DIPPAL B3/2010-031 ;

**VU** le récépissé de déclaration en date du 30/09/2021 délivré à la SRVV pour son site de Nolhac afin d'exercer une activité de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791) ;

**VU** l'intervention des services d'incendie et de secours de 22 h 46 le 02/08/23 à 3 h 29 le 03/08/23 et de 5 h 57 à 7 h 00 le 03/08/23, sur le site de la société SRVV à Nolhac commune de Saint Paulien ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 04/08/23, faisant suite à l'incendie du 03/08/2023 et à une visite d'inspection le même jour ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral transmis à la société SRVV, par courriel le 10 août 2023 ;

**VU** les observations présentées par la société SRVV sur le projet d'arrêté préfectoral par courrier électronique du 10 août 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que l'incendie du fait des caractéristiques et des quantités des produits impliqués (potentielles matières plastiques notamment), peut avoir été à l'origine d'une dispersion de substances potentiellement polluantes pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'absence d'eau dans le bassin de rétention des eaux incendie le jour de la visite de la DREAL le 03/08/2023 peut conduire à des doutes sur son étanchéité;

1/5

BCTE - 6, avenue du Général de Gaulle  
CS 40321 - 43009 LE PUY EN VELAY cedex  
Tél : 04.71.09.43.43  
Mel : [pref-environnement@haute-loire.gouv.fr](mailto:pref-environnement@haute-loire.gouv.fr)

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, dès lors, de prescrire à l'exploitant des mesures conservatoires et la réalisation d'un diagnostic afin d'évaluer précisément la consistance et l'étendue d'une éventuelle pollution, et d'identifier les cibles potentielles ainsi que les voies de transfert ;

**CONSIDÉRANT** que sur la base de ce diagnostic, l'exploitant doit pouvoir présenter, le cas échéant, le suivi des travaux à réaliser pour aboutir à la maîtrise voire à la suppression de la pollution éventuelle ;

**CONSIDÉRANT** que le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de commencer le travail de recherche des milieux potentiellement contaminés par la pollution éventuelle générée par l'incendie du 03/08/2023 ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. Respect des prescriptions**

La société SRVV dont le siège est situé zone de Bleu à Polignac, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site implanté à Nolhac, commune de SAINT-PAULIEN.

### **ARTICLE 2. Mesures immédiates conservatoires**

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures conservatoires du présent article. Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées.

#### **2.1 – Rétention des eaux d'extinction**

L'exploitant fait procéder, dans les meilleurs délais et sans excéder 30 jours à compter de la date de notification du présent arrêté, à la vérification de l'étanchéité de sa rétention des eaux d'extinction.

La vanne du bassin de rétention des eaux d'extinction sera maintenue fermée tant que les déchets incendiés seront présents sur site.

#### **2.2 – Réalisation de prélèvements conservatoires dans l'environnement sur site des différentes matrice suivantes**

L'exploitant est tenu de réaliser des prélèvements conservatoires dans l'environnement :

- sol : sauf impossibilité technique dûment justifiée, des prélèvements de sol sont réalisés au plus près du foyer de l'incendie et notamment dans les champs potentiellement exposés au panache de fumées
- culture : sauf impossibilité technique dûment justifiée, des prélèvements sont réalisés sur les cultures exposées au panache de fumées ;
- eaux d'extinction : prélèvements dans le bassin de rétention avant élimination.

### **ARTICLE 3. Remise du rapport d'accident**

Dans les meilleurs délais et sans excéder 30 jours, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident qui précise notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'accident ;
- l'analyse détaillée des causes (par exemple de type arbre des causes) et des dysfonctionnements ayant conduit à cet accident, en veillant à exposer les arguments ayant conduit à écarter les hypothèses non retenues ;
- les conséquences de l'accident et des effets sur les personnes et l'environnement ;

- les mesures prises ou envisagées pour éviter le renouvellement d'un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;
- les conditions de fonctionnement des installations (temps de fonctionnement et caractéristiques du broyeur), la nature des déchets incendiés, la destination des déchets issus du sinistre.

Ce rapport détermine les investigations complémentaires éventuellement nécessaires.

Dans un délai maximal de 2 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées le rapport détaillé de l'accident. Les résultats des expertises et les rapports associés seront joints au rapport d'accident détaillé.

L'exploitant transmet ensuite à l'inspection des installations classées toute nouvelle information relative à l'accident recueillie après la remise de ce rapport.

#### **ARTICLE 4. Gestion des eaux d'extinction**

Les eaux d'extinction doivent faire l'objet d'analyses conformément aux prescriptions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral DIPPAL-B3/2010-31.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le résultat des analyses dans la mesure où celles-ci ont pu être recueillies en fonction de leur évaporation.

#### **ARTICLE 5. Gestion des déchets liés au sinistre**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus du sinistre dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable) dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection la justification de cette élimination conforme.

#### **ARTICLE 6. Étude sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre**

##### **6.1 – Élaboration d'un plan de prélèvements**

L'exploitant élabore et transmet dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté à l'inspection des installations classées un plan de prélèvements, établi par un organisme compétent, comprenant :

- a) Un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de produits et matières dangereux concernés /impactés par l'incident ;
- b) Une évaluation de la nature et des quantités de produits/produits de décomposition/de dégradation susceptibles d'avoir été émis à l'atmosphère / dans le milieu aqueux / dans les sols, compte tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans le sinistre ;
- c) La détermination de la ou des zones maximales d'impact au regard des cibles/enjeux en présence ;
- d) Un inventaire des cibles/enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre (habitations, établissements recevant du public en particulier sensible, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, bétails, sources et captage d'eau potable, activités de pêche et de cueillette...) ainsi que les voies de transfert et d'exposition spécifiques à la situation (schéma conceptuel) ;
- e) Une proposition de plan de prélèvements (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées en d) ci-dessus. Ce plan prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées) ; Le plan de prélèvement s'appuiera sur la méthodologie

3/5

BCTE - 6, avenue du Général de Gaulle  
CS 40321 - 43009 LE PUY EN VELAY cedex  
Tél : 04.71.09.43.43  
Mel : [pref-environnement@haute-loire.gouv.fr](mailto:pref-environnement@haute-loire.gouv.fr)

développée par l'INERIS dans son rapport « Stratégie de prélèvements et d'analyses à réaliser lors d'une expertise post-accidentelle – cas de l'incendie. V2 » DRC-15-152421-05361C du 18 décembre 2015].

- f) La justification de paramètres à analyser au regard des substances concernées par les émissions atmosphériques et/ou aqueuses du sinistre ; ils concernent a minima les dioxines, les furanes, le cyanure d'hydrogène.

### 6.2 – Mise en œuvre du plan de prélèvements

L'exploitant met en œuvre le plan de prélèvements défini en application de l'article 2.2, modifié pour tenir compte des éventuelles remarques formulées par l'inspection des installations classées.

### 6.3 – Résultats et interprétation de la surveillance environnementale

Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l'air extérieur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée.

Les références suivantes sont utilisées, en l'absence de données réglementaires plus récentes :

| Milieux              | Références  |
|----------------------|---|
| Sol                  | <ul style="list-style-type: none"><li>état initial de l'environnement, si l'information est disponible ou environnement témoin (témoins du plan d'échantillonnage),</li><li>fond géochimique naturel local</li></ul>  |
| Eau                  | <ul style="list-style-type: none"><li>critères de potabilité des eaux (si usage pour eau potable)</li><li>critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable</li><li>NQE (Normes de qualité environnementale – Directive Cadre sur l'eau)</li></ul>  |
| Denrées alimentaires | <ul style="list-style-type: none"><li>Destinées à l'homme : Règlement européen CE/1881/2006 modifié par celui du 2 décembre 2011 (1259/2011), complété par les recommandations du 23 août 2011 (pour les fruits et légumes)</li><li>Destinées à l'alimentation animale : règlement européen du 28 mars 2012</li></ul> |
| Air                  | <ul style="list-style-type: none"><li>Valeurs réglementaires dans l'air ambiant extérieur</li></ul>   |

Les résultats et leur interprétation tels que décrits ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées **au plus tard le 29 septembre 2023**.

En cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant élabore un plan de gestion et le transmet à l'inspection des installations classées **dans les 30 jours**.

### ARTICLE 7. Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.171-7 du Code de l'Environnement.

### ARTICLE 8. Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la date de publication ou d'affichage de cette décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 9. Publication**

En vue de l'information des tiers et conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Saint Paulien et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Saint Paulien pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture de la Haute-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 10. Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du département de la Haute-Loire, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, la Directrice de la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Puy en Velay, le

18 AOUT 2023

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Antoine PLANQUETTE

43\_Pref\_Préfecture Haute-Loire

43-2023-08-22-00001

AP AUREC REGISSEURS



**Arrêté DCL/BFL n°2023/268 du 22 août 2023  
portant nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale  
d'Aurec-sur-Loire**

**Le Préfet de la Haute-Loire,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**VU** le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Yvan CORDIER en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

**VU** le décret du Président de la République du 8 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Antoine PLANQUETTE en qualité de secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2023-29 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Antoine PLANQUETTE, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DIPPAL/BDCIE n°2013/106 du 29 mars 2013 instituant une régie de recettes de l'État auprès de la police municipale d'Aurec-sur-Loire ;

**VU** la demande du Maire d'Aurec-sur-Loire en date du 23 septembre 2021 ;

**VU** l'avis favorable du Directeur Départemental des Finances Publiques de la Haute-Loire en date du 09 août 2023 ;

*Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire :*

**ARRÊTE**

**Article 1er :** M. Guillaume POINT-VERGNE, brigadier-chef principal à Aurec-sur-Loire, est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 1611-2-1 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.



**Article 2 :** M. Farid BOUALI, adjoint technique territorial, est nommé régisseur suppléant auprès de la police municipale d'Aurec-sur-Loire.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Loire, le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Haute-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département de la Haute-Loire.

Conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa notification conformément à l'article R 421-1 du même code.

Afin de prévenir tout contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services dans ce délai de 2 mois.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Antoine PLANQUETTE

84\_DREAL\_Direction régionale de  
l'environnement, de l'aménagement et du  
logement d'Auvergne-Rhône-Alpes

43-2023-08-23-00001

ARRÊTÉ N° DREAL-SG-2022-55/43 portant  
subdélégation de signature aux agents de la  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes pour les  
compétences générales et techniques pour le  
département de la Haute-Loire



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Lyon, le 23 août 2023

**ARRÊTÉ N° DREAL-SG-2022-55/43  
portant subdélégation de signature aux agents de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes pour les  
compétences générales et techniques pour le département de la Haute-Loire**

LE DIRECTEUR RÉGIONAL  
DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, ET DU LOGEMENT  
DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n°2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- VU** le décret n°2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'État ;
- VU** le décret n°2015-510 du 07 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- VU** le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Yvan CORDIER en qualité de préfet de la Haute-Loire ;
- VU** l'arrêté du préfet de région n° 2022-351 du 29 novembre 2022 portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Auvergne-Rhône-Alpes ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 avril 2020, portant nomination de Monsieur Jean-Philippe DENEUVY, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, et du logement pour la région Auvergne-Rhône-Alpes à compter du 18 mai 2020 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°SG/COORDINATION 2023-58 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe DENEUVY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes pour le département de la Haute-Loire et en cas d'absence ou d'empêchement à M. Eric TANAYS, directeur délégué de la DREAL ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Pour l'ensemble des actes et documents visés dans l'arrêté préfectoral n°SG/COORDINATION 2023-58 du 21 août 2023 portant délégation de signature à monsieur Jean-Philippe DENEUVY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes pour le département de la Haute-Loire,

à savoir :

- tous les actes de gestion interne à sa direction,
- tous les actes, documents administratifs, rapports, conventions, certificats, correspondances, dans le cadre des missions relevant de la DREAL

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM      | Prénom   | Service | Pôle |
|--------|----------|----------|---------|------|
| M.     | TANAYS   | Éric     | DIR     | /    |
| M.     | BORREL   | Didier   | DIR     | /    |
| M.     | PAPOUIN  | Matthieu | DIR     | /    |
| Mme    | RONDREUX | Estelle  | DIR     | /    |

## ARTICLE 2 : EXCLUSIONS

Sont exclus de la subdélégation consentie dans le présent arrêté :

- Les actes à portée réglementaire ;
- les actes défavorables faisant grief à des tiers, notamment les sanctions administratives, suspensions, annulations, retrait d'agrément ou d'autorisations ainsi que les décisions de refus, lorsqu'elles relèvent d'une appréciation discrétionnaire, l'exception ne s'applique pas aux décisions de refus de réceptions des véhicules et de citernes, de refus d'agrément en matière de contrôles techniques des véhicules, de refus de dérogation individuelle à l'interdiction de circuler des véhicules de transport de marchandises sur certaines périodes.
- les décisions individuelles dont la procédure d'instruction requiert soit une enquête publique, soit l'avis d'une instance consultative nationale, soit l'avis d'une instance consultative présidée par un membre du corps préfectoral ou ont fait l'objet, dans le cadre de cette procédure d'instruction, d'un avis contraire au sens de la décision proposée de la part d'une des collectivités territoriales consultée ;
- les arrêtés portant nomination de membres de commissions et comités départementaux ;
- les conventions de tous ordres avec des collectivités territoriales ou des établissements publics engageant financièrement l'État ;
- les instructions ou circulaires adressées aux collectivités territoriales ;
- les requêtes, déférés, mémoires, déclinatoires de compétence auprès des différentes juridictions ;
- les arrêtés d'ouverture d'enquête publique et de tous arrêtés subséquents ;
- les correspondances et décisions adressées aux membres du gouvernement, aux parlementaires, aux élus et aux préfets en exercice.

## ARTICLE 3 :

**Dans les limites de leurs attributions fonctionnelles et territoriales et de leurs domaines de compétences** définis par l'organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), **délégation de signature est accordée** selon les conditions fixées aux articles suivants.

### 3.1. CONTRÔLE DES RÉSEAUX ET DE L'UTILISATION DE L'ÉNERGIE

#### 3.1.1.

À l'effet de signer :

- tous actes liés aux contrôles des installations de production d'énergie et de transport d'électricité ;
- tous actes de procédure liés à l'approbation de projet d'ouvrage, à l'exception de l'arrêté d'approbation lui-même ;

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM       | Prénom       | Service | Pôle |
|--------|-----------|--------------|---------|------|
| Mme    | DAYET     | Laurence     | EHN     | /    |
| Mme    | GRAVIER   | Marie-Hélène | EHN     | /    |
| Mme    | ANAMOUTOU | Anaïs        | EHN     | PACH |

| M./Mme | NOM         | Prénom       | Service | Pôle |
|--------|-------------|--------------|---------|------|
| M.     | BOULARD     | Fabrice      | EHN     | PACH |
| M.     | BOURG       | Cyril        | EHN     | PACH |
| Mme    | CHARLEMAGNE | Isabelle     | EHN     | PACH |
| M.     | CROSNIER    | Jérôme       | EHN     | PACH |
| M.     | FALCONNIER  | Pierre       | EHN     | PACH |
| M.     | GIRAUD      | Samuel       | EHN     | PACH |
| M.     | LEPINAY     | Alexis       | EHN     | PACH |
| M.     | JOSSE       | Gaëtan       | PRICAE  | /    |
| M.     | FORQUIN     | Jean-Jacques | PRICAE  | CAE  |
| Mme    | HARNOIS     | Clémentine   | PRICAE  | CAE  |
| Mme    | MUSY        | Anne-Sophie  | PRICAE  | CAE  |
| Mme    | PHILIBERT   | Cécile       | PRICAE  | CAE  |
| M.     | POLGE       | Christophe   | UID LHL | /    |
| M.     | PERRIN      | Guillaume    | UID LHL | /    |

### 3.1.2.

Par dérogation à l'article 3.1.1.

à l'effet de signer :

- l'arrêté d'approbation d'ouvrage ;
- les actes (arrêtés) relatifs au plan du service prioritaire de l'électricité ;

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM       | Prénom       | Service | Pôle |
|--------|-----------|--------------|---------|------|
| M.     | JOSSE     | Gaëtan       | PRICAE  | /    |
| M.     | FORQUIN   | Jean-Jacques | PRICAE  | CAE  |
| Mme    | HARNOIS   | Clémentine   | PRICAE  | CAE  |
| Mme    | PHILIBERT | Cécile       | PRICAE  | CAE  |

### 3.1.3. Missions d'intérêt général «gaz»

À l'effet de signer :

- les actes (arrêtés) relatifs à la liste des missions d'intérêt général « gaz » ;

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM   | Prénom | Service | Pôle |
|--------|-------|--------|---------|------|
| M.     | JOSSE | Gaëtan | PRICAE  | /    |

## 3.2. CONTRÔLE DE LA SÉCURITÉ DES OUVRAGES HYDRAULIQUES

### 3.2.1.

À l'effet de signer :

- tous actes de procédure liés à l'approbation des dossiers d'exécution, à l'exception des arrêtés liés à ces dossiers ;
- tous actes liés aux contrôles techniques et administratifs des ouvrages hydrauliques, à l'exception des arrêtés liés à ces dossiers ;

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM    | Prénom | Service | Pôle |
|--------|--------|--------|---------|------|
| Mme    | CARRIÉ | Nicole | PRNH    | /    |

| M./Mme | NOM       | Prénom        | Service | Pôle |
|--------|-----------|---------------|---------|------|
| M.     | FELIX     | Denis         | PRNH    | /    |
| Mme    | AVERSENG  | Karine        | PRNH    | OH   |
| M.     | BAI       | Nicolas       | PRNH    | OH   |
| M.     | BALLARIN  | Théo          | PRNH    | OH   |
| M.     | BARANGER  | François      | PRNH    | OH   |
| M.     | BEGIC     | Ivan          | PRNH    | OH   |
| M.     | BONNER    | Olivier       | PRNH    | OH   |
| Mme    | CAMPS     | Flora         | PRNH    | OH   |
| M.     | CHAPIN    | Jean-Baptiste | PRNH    | OH   |
| M.     | CHEVASSON | Gilles        | PRNH    | OH   |
| Mme    | FALLER    | Camille       | PRNH    | OH   |
| M.     | LENNE     | Dominique     | PRNH    | OH   |
| M.     | LIABEUF   | Philippe      | PRNH    | OH   |
| M.     | PLOQUET   | Samuel        | PRNH    | OH   |
| M.     | ROBACHE   | Antoine       | PRNH    | OH   |
| M.     | WEGIEL    | Alexandre     | PRNH    | OH   |

### 3.2.2.

Par dérogation à l'article 3.2.1

à l'effet de signer :

- les arrêtés liés aux dossiers d'exécution de travaux ;

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM     | Prénom  | Service | Pôle |
|--------|---------|---------|---------|------|
| Mme    | CARRIÉ  | Nicole  | PRNH    | /    |
| M.     | FELIX   | Denis   | PRNH    | /    |
| M.     | ROBACHE | Antoine | PRNH    | OH   |

Par dérogation à l'article 3.2.1,

à l'effet de signer :

- les arrêtés liés aux contrôles techniques et administratifs des ouvrages hydrauliques ;

Subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM      | Prénom  | Service | Pôle |
|--------|----------|---------|---------|------|
| Mme    | CARRIÉ   | Nicole  | PRNH    | /    |
| M.     | FELIX    | Denis   | PRNH    | /    |
| M.     | BONNER   | Olivier | PRNH    | OH   |
| Mme    | AVERSENG | Karine  | PRNH    | OH   |
| M.     | ROBACHE  | Antoine | PRNH    | OH   |

### 3.3. GESTION ET CONTRÔLE DES CONCESSIONS HYDROÉLECTRIQUES

À l'effet de signer :

- tous actes liés à la gestion et au contrôle des concessions hydroélectriques, et de la concession pour l'aménagement du fleuve Rhône ;

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM         | Prénom       | Service | Pôle |
|--------|-------------|--------------|---------|------|
| Mme    | DAYET       | Laurence     | EHN     | /    |
| Mme    | GRAVIER     | Marie-Hélène | EHN     | /    |
| Mme    | ANAMOUTOU   | Anaïs        | EHN     | PACH |
| M.     | BOULARD     | Fabrice      | EHN     | PACH |
| M.     | BOURG       | Cyril        | EHN     | PACH |
| Mme    | CHARLEMAGNE | Isabelle     | EHN     | PACH |
| M.     | CROSNIER    | Jérôme       | EHN     | PACH |
| M.     | FALCONNIER  | Pierre       | EHN     | PACH |
| M.     | GIRAUD      | Samuel       | EHN     | PACH |
| M.     | LEPINAY     | Alexis       | EHN     | PACH |

### 3.4. MINES, APRÈS-MINES, CARRIÈRES ET STOCKAGES SOUTERRAINS

À l'effet de signer :

- tous actes de procédures liés à l'instruction des autorisations ;
- tous actes de procédures nécessaires à l'instruction des dossiers de titres miniers prévus par le décret n°2006-648 du 2 juin 2006 relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain, à l'exception des actes liés à la procédure d'enquête publique ;

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM        | Prénom       | Service | Pôle |
|--------|------------|--------------|---------|------|
| Mme    | GUIMONT    | Ghislaine    | PRICAE  | /    |
| M.     | JOSSE      | Gaëtan       | PRICAE  | /    |
| Mme    | ARAMA      | Pauline      | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | BERTRAND   | Laure        | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | BONE       | Christelle   | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | BREDIN     | Emma         | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | CHRISTOPHE | Carole       | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | MICHALSKI  | Agathe       | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | KANTA      | Denise       | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | PHILIBERT  | Cécile       | PRICAE  | CAE  |
| M.     | FORQUIN    | Jean-Jacques | PRICAE  | CAE  |
| M.     | POLGE      | Christophe   | UID LHL | /    |
| M.     | PERRIN     | Guillaume    | UID LHL | /    |
| Mme    | BARBIER    | Christelle   | UID LHL | MEA  |
| Mme    | ROME       | Stéphanie    | UID LHL | MEA  |

### 3.5. TRANSPORTS DE GAZ, D'HYDROCARBURES ET DE PRODUITS CHIMIQUES PAR CANALISATIONS, DISTRIBUTION ET UTILISATION DU GAZ, ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION

#### 3.5.1.

À l'effet de signer :

- tous actes de procédures nécessaires à l'instruction des demandes d'autorisation, d'enregistrement ou de modification relatives aux canalisations de transport, prévus par le code de l'environnement, à l'exception des actes liés à la procédure d'enquête publique ou de déclaration d'utilité publique (DUP) ;

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM        | Prénom     | Service | Pôle |
|--------|------------|------------|---------|------|
| Mme    | GUIMONT    | Ghislaine  | PRICAE  | /    |
| M.     | JOSSE      | Gaëtan     | PRICAE  | /    |
| Mme    | BEN ADDI   | Fatiha     | PRICAE  | CAP  |
| M.     | BOUZIAT    | Daniel     | PRICAE  | CAP  |
| Mme    | DEMEY      | Sabine     | PRICAE  | CAP  |
| M.     | FAY        | Pierre     | PRICAE  | CAP  |
| M.     | GUYADER    | Ronan      | PRICAE  | CAP  |
| Mme    | JACQUEMOUX | Lysiane    | PRICAE  | CAP  |
| M.     | MEYER      | François   | PRICAE  | CAP  |
| Mme    | SRODA      | Cécile     | PRICAE  | CAP  |
| M.     | PIEL       | Florian    | PRICAE  | CAP  |
| M.     | GABET      | Bruno      | UD I    | /    |
| M.     | PIEYRE     | Mathias    | UD I    | /    |
| Mme    | SCHRIQUI   | Cécile     | UD I    | /    |
| M.     | VALLAT     | Boris      | UD I    | /    |
| M.     | CLOIX      | Romain     | UD I    | CT3S |
| M.     | ESCOFFIER  | Ronan      | UD I    | CT3S |
| M.     | POLGE      | Christophe | UID LHL | /    |
| M.     | PERRIN     | Guillaume  | UID LHL | /    |
| M.     | HANRIOT    | Guillaume  | UID LHL | CT   |

### 3.5.2.

En complément de l'article 3.5.1,

à l'effet de signer :

- tous actes de procédures nécessaires à l'instruction des servitudes d'utilité publique (SUP), prévus par le code de l'environnement, à l'exception des actes liés à la procédure d'enquête publique ou de l'arrêté préfectoral ;

subdélégation de signature est donnée **aux agents désignés à l'article 3.5.1.**

### 3.5.3.

À l'effet de signer :

- tous actes de procédures nécessaires à l'instruction des études de dangers, à l'exception de l'arrêté préfectoral.

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM        | Prénom    | Service | Pôle |
|--------|------------|-----------|---------|------|
| Mme    | GUIMONT    | Ghislaine | PRICAE  | /    |
| M.     | JOSSE      | Gaëtan    | PRICAE  | /    |
| Mme    | BEN ADDI   | Fatiha    | PRICAE  | CAP  |
| M.     | BOUZIAT    | Daniel    | PRICAE  | CAP  |
| Mme    | DEMEY      | Sabine    | PRICAE  | CAP  |
| M.     | FAY        | Pierre    | PRICAE  | CAP  |
| M.     | GUYADER    | Ronan     | PRICAE  | CAP  |
| Mme    | JACQUEMOUX | Lysiane   | PRICAE  | CAP  |
| M.     | MEYER      | François  | PRICAE  | CAP  |
| Mme    | SRODA      | Cécile    | PRICAE  | CAP  |
| M.     | PIEL       | Florian   | PRICAE  | CAP  |



### 3.5.4.

À l'effet de signer :

- tous actes relatifs à l'approbation et à la mise en service des équipements sous pression ;
- tous actes relatifs à la délégation des opérations de contrôle dans le domaine des équipements sous pression ;
- tous actes relatifs à la reconnaissance des services d'inspection dans le domaine des équipements sous-pression ;

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM     | Prénom     | Service | Pôle |
|--------|---------|------------|---------|------|
| M.     | JOSSE   | Gaëtan     | PRICAE  | /    |
| M.     | FAY     | Pierre     | PRICAE  | CAP  |
| Mme    | GUIMONT | Ghislaine  | PRICAE  | CAP  |
| M.     | PERRIN  | Guillaume  | UID LHL | /    |
| M.     | POLGE   | Christophe | UID LHL | /    |

### 3.5.5.

À l'effet de signer :

- des donner-actes des modifications notables non substantielles ;
- tous actes relatifs aux aménagements des conditions d'exploitation des équipements sous pression ;

subdélégation de signature est donnée **aux agents désignés à l'article 3.5.4.**

## 3.6. INSTALLATIONS CLASSÉES, EXPLOSIFS ET DÉCHETS

À l'effet de signer :

- tous actes relatifs à l'instruction des demandes d'autorisation, d'enregistrement ou de modification ;

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM        | Prénom     | Service | Pôle |
|--------|------------|------------|---------|------|
| M.     | JOSSE      | Gaëtan     | PRICAE  | /    |
| Mme    | ARAMA      | Pauline    | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | BAURÈS     | Dominique  | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | BERTRAND   | Laure      | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | BONE       | Christelle | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | BREDIN     | Emma       | PRICAE  | 4S   |
| M.     | CARBONEL   | Jacob      | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | CHRISTOPHE | Carole     | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | MICHALSKI  | Agathe     | PRICAE  | 4S   |
| M.     | JACQUET    | Flavien    | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | GUIMONT    | Ghislaine  | PRICAE  | CAP  |
| Mme    | COROLLEUR  | Maëla      | PRICAE  | RA   |
| Mme    | GALLET     | Julie      | PRICAE  | RA   |
| M.     | DEVILLERS  | Thomas     | PRICAE  | RA   |
| M.     | EPELY      | Aurélie    | PRICAE  | RA   |
| M.     | ETIEVANT   | Guillaume  | PRICAE  | RA   |
| M.     | LAVERIE    | Arnaud     | PRICAE  | RA   |
| Mme    | MARTIN     | Vanessa    | PRICAE  | RA   |
| Mme    | ROBERT     | Anne       | PRICAE  | RA   |

| M./Mme | NOM        | Prénom        | Service | Pôle |
|--------|------------|---------------|---------|------|
| Mme    | THOMAS     | Mélanie       | PRICAE  | RA   |
| M.     | BARAER     | Brice         | PRICAE  | RC   |
| Mme    | BARILLOT   | Elora         | PRICAE  | RC   |
| Mme    | BONNEVILLE | Sarah         | PRICAE  | RC   |
| M.     | BRUY       | Quentin       | PRICAE  | RC   |
| Mme    | GOFFI      | Claire        | PRICAE  | RC   |
| M.     | ROUAIX     | Patrice       | PRICAE  | RC   |
| M.     | PETRE      | Florian       | PRICAE  | RC   |
| M.     | JULIEN     | Thierry       | UID DA  | CTU  |
| M.     | JOLY       | Théo          | UID DS  | T    |
| M.     | POLGE      | Christophe    | UID LHL | /    |
| M.     | PERRIN     | Guillaume     | UID LHL | /    |
| Mme    | TROUILLOT  | Patricia      | UID LHL | /    |
| M.     | GEORJON    | Bertrand      | UID LHL | DSPP |
| M.     | GHEZOU     | Omar          | UID LHL | DSSP |
| Mme    | GIBERT     | Chrystelle    | UID LHL | DSSP |
| M.     | INART      | Julien        | UID LHL | DSSP |
| M.     | MICHEL     | Jean-François | UID LHL | DSSP |
| Mme    | ANDREAU    | Maryline      | UID LHL | EAR  |
| Mme    | DESIDERIO  | Corine        | UID LHL | EAR  |
| M.     | GALTIÉ     | Sylvain       | UID LHL | EAR  |
| Mme    | JUHEM      | Delphine      | UID LHL | EAR  |
| Mme    | MASSON     | Cécile        | UID LHL | EAR  |
| Mme    | BARBIER    | Christelle    | UID LHL | MEA  |
| M.     | MALTESE    | Léa           | UID LHL | MEA  |
| Mme    | PROT       | Annabel       | UID LHL | MEA  |
| Mme    | ROME       | Stéphanie     | UID LHL | MEA  |

### 3.7. PLAN DE SURVEILLANCE DE GAZ À EFFET DE SERRE

À l'effet de signer :

- tous actes relatifs aux plans de surveillance de gaz à effet de serre des établissements soumis au système d'échange de quotas d'émission,

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM       | Prénom       | Service | Pôle |
|--------|-----------|--------------|---------|------|
| M.     | JOSSE     | Gaëtan       | PRICAE  | /    |
| M.     | FORQUIN   | Jean-Jacques | PRICAE  | CAE  |
| M.     | PHILIBERT | Cécile       | PRICAE  | CAE  |
| M.     | PERRIN    | Guillaume    | UID LHL | /    |
| Mme    | DESIDERIO | Corine       | UID LHL |      |
| M.     | GEORJON   | Bertrand     | UID LHL |      |
| M.     | POLGE     | Christophe   | UID LHL |      |

### 3.8. VÉHICULES

À l'effet de signer :

- tous actes relatifs à la réception, à l'homologation et au contrôle des véhicules et des matériels de transport de marchandises dangereuses ;

- toutes délivrances ou retrait des autorisations de mise en circulation de véhicules ;
- tous actes relatifs au contrôle technique périodique des véhicules (agrément des contrôleurs et des installations, récépissé de déclaration, lettres de suite aux surveillances et supervisions, actes relatifs aux fonctionnements des réunions contradictoires et aux procédures de sanctions administratives), à l'exception des suspensions et retraits d'agrément ;

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM        | Prénom         | Service | Pôle  |
|--------|------------|----------------|---------|-------|
| Mme    | BARNIER    | Françoise      | RCTV    | /     |
| Mme    | ISSARTEL   | Emmanuelle     | RCTV    | /     |
| Mme    | PIERRE     | Cendrine       | RCTV    | /     |
| M.     | CLAVEL     | Robert         | RCTV    | CRSE  |
| Mme    | LETOFFET   | Murielle       | RCTV    | CRSO  |
| M.     | BOUILLOUX  | Christophe     | RCTV    | VEH   |
| M.     | MAGNE      | Nicolas        | RCTV    | VEH   |
| M.     | MONTES     | Denis          | RCTV    | VEH   |
| M.     | THIBAUT    | Vincent        | RCTV    | VEH   |
| Mme    | WILLAME    | Vanessa        | RCTV    | VEH   |
| M.     | DENNI      | Nicolas        | UD A    | /     |
| M.     | RICHARD    | Oliver         | UD A    | /     |
| M.     | BOUIC      | Jonathan       | UD A    | T     |
| Mme    | DUBROMEL   | Claire         | UD A    | T     |
| Mme    | PAYRARD    | Isabelle       | UD A    | T     |
| M.     | GABET      | Bruno          | UD I    | /     |
| M.     | PIEYRE     | Mathias        | UD I    | /     |
| Mme    | SCHRIQUI   | Cécile         | UD I    | /     |
| M.     | VALLAT     | Boris          | UD I    | /     |
| M.     | BARTHELEMY | Pierre         | UD I    | CT3S  |
| Mme    | MOREY      | Julie          | UD I    | CT3S  |
| Mme    | ROUGIER    | Béatrice       | UD I    | CT3S  |
| M.     | POLGE      | Christophe     | UID LHL | /     |
| M.     | LIOGIER    | Patrice        | UD R    | /     |
| M.     | BARBERO    | Alexandre      | UD R    | CRT   |
| Mme    | MARTIN     | Vanessa        | UD R    | TESSP |
| M.     | DUCROS     | Yves           | UD R    | V     |
| M.     | FONTANELLE | Jean-Sébastien | UD R    | V     |
| Mme    | FOUBERT    | Caroline       | UD R    | V     |
| M.     | MELINAND   | Thierry        | UD R    | V     |
| M.     | RAMBAUD    | Philippe       | UD R    | V     |
| M.     | SALOMON    | Jean-Michel    | UD R    | V     |
| M.     | CHAZOT     | Fabrice        | UID CAP | /     |
| M.     | LABELLE    | Lionel         | UID CAP | /     |
| Mme    | POUTOU     | Estelle        | UID CAP | /     |
| M.     | CHARBONNEL | Jean-Claude    | UID CAP | CT    |
| M.     | COUPAT     | Cédric         | UID CAP | CT    |
| M.     | LAVANTES   | Pascal         | UID CAP | CT    |
| M.     | OGHEARD    | Maurice        | UID CAP | CT    |
| M.     | SCIAUVAUD  | Raphael        | UID CAP | CT    |
| Mme    | DAUJAN     | Céline         | UID DA  | /     |
| Mme    | SEGERAL    | Pauline        | UID DA  | /     |

| M./Mme | NOM            | Prénom      | Service | Pôle |
|--------|----------------|-------------|---------|------|
| M.     | FOUCHIER       | Pierre-Yves | UID DA  | CTU  |
| M.     | JULIEN         | Thierry     | UID DA  | CTU  |
| M.     | OLIVIER        | Pascal      | UID DA  | CTU  |
| M.     | REGNIER        | Mathieu     | UID DA  | CTU  |
| M.     | SOUBEYROU      | Philippe    | UID DA  | CTU  |
| Mme    | JORSIN-CHAZEAU | Anne-Laure  | UID DS  | /    |
| Mme    | MONTERO        | Céline      | UID DS  | /    |
| M.     | SCALIA         | Jean-Pierre | UID DS  | /    |
| Mme    | CHIGNIER       | Christine   | UID DS  | CTV  |
| M.     | LAATRACHI      | Nabil       | UID DS  | CTV  |
| M.     | NOLY           | Clément     | UID DS  | CTV  |
| M.     | PERRIN         | Guillaume   | UID LHL | /    |
| M.     | ARDAILLON      | Bruno       | UID LHL | CT   |
| M.     | BASTY          | David       | UID LHL | CT   |
| Mme    | BRUNON         | Céline      | UID LHL | CT   |
| M.     | HANRIOT        | Guillaume   | UID LHL | CT   |
| M.     | MALLET         | Yoann       | UID LHL | CT   |

### 3.9. CIRCULATION DES POIDS LOURDS

Néant.

#### 3.9.1. Astreinte

Néant.

### 3.10. PRÉSERVATION DES ESPÈCES DE FAUNE ET DE FLORE ET DES MILIEUX AQUATIQUES

#### 3.10.1.

À l'effet de signer :

- toutes décisions et autorisations relatives :
  - à la détention et à l'utilisation d'écaïlle de tortues marines des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas*, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;
  - à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;
  - au transport de spécimens d'espèces animales qui sont à la fois inscrites dans les annexes du règlement (CE) n°338/97 sus-visé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement ;
- toutes autorisations accordées en application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction et des règlements communautaires correspondants (CITES – convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) ;
- tous actes de procédure nécessaires à l'instruction des dossiers de demande de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L.411-1 du code de l'environnement relatif à la conservation d'espèces de faune et de flore protégées et de leurs habitats naturels, à l'exception de l'arrêté préfectoral d'octroi ou de refus de ladite dérogation ;
- tous actes de procédure nécessaires à l'instruction des dossiers de demande de travaux modifiant l'état ou l'aspect d'une réserve naturelle nationale au titre de l'article L.332-9 du code de l'environnement, à l'exception de la décision d'octroi ou de refus de l'autorisation ;

- tous actes de procédure nécessaires à l'instruction des dossiers de demande de travaux ou d'activités ne modifiant pas l'état ou l'aspect d'une réserve naturelle nationale, à l'exception de la décision d'octroi ou de refus de l'autorisation ;

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM              | Prénom       | Service | Pôle |
|--------|------------------|--------------|---------|------|
| Mme    | DAYET            | Laurence     | EHN     | /    |
| Mme    | GRAVIER          | Marie-Hélène | EHN     | /    |
| M.     | CROSNIER         | Jérôme       | EHN     | PACH |
| M.     | FAURE            | Emmanuel     | EHN     | PME  |
| Mme    | PAGLIARI-THIBERT | Carine       | EHN     | PME  |
| M.     | RICHARD          | Olivier      | EHN     | PN   |

### 3.10.2. Subdélégation supplémentaire

Par dérogation à l'article 3.10.1,

concernant les actes de procédure nécessaires à l'instruction des dossiers de demande de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L.411-1 du code de l'environnement relatif à la conservation d'espèces de faune et de flore protégées et de leurs habitats naturels,

à l'effet de signer :

- l'arrêté préfectoral d'octroi ou de refus de ladite dérogation, lorsqu'elle ne concerne pas un projet d'aménagement d'intérêt public majeur, au titre du L.411-2 | 4° c) du code de l'environnement ;

subdélégation est donnée à :

| M./Mme | NOM              | Prénom       | Service | Pôle |
|--------|------------------|--------------|---------|------|
| Mme    | DAYET            | Laurence     | EHN     | /    |
| Mme    | GRAVIER          | Marie-Hélène | EHN     | /    |
| M.     | CROSNIER         | Jérôme       | EHN     | PACH |
| M.     | FAURE            | Emmanuel     | EHN     | PME  |
| Mme    | PAGLIARI-THIBERT | Carine       | EHN     | PME  |
| M.     | RICHARD          | Olivier      | EHN     | PN   |

### 3.11. PÉNÉTRATION DANS LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES À DES FINS D'INVENTAIRES DU PATRIMOINE NATUREL

À l'effet de signer :

- les autorisations de pénétrer sur les propriétés privées dans le cadre des inventaires du patrimoine naturel de l'article L 411-1 A du code de l'environnement ;

subdélégation de signature est donnée à :

| M./Mme | NOM              | Prénom       | Service | Pôle |
|--------|------------------|--------------|---------|------|
| Mme    | DAYET            | Laurence     | EHN     | /    |
| Mme    | GRAVIER          | Marie-Hélène | EHN     | /    |
| M.     | CROSNIER         | Jérôme       | EHN     | PACH |
| M.     | FAURE            | Emmanuel     | EHN     | PME  |
| Mme    | PAGLIARI-THIBERT | Carine       | EHN     | PME  |
| M.     | RICHARD          | Olivier      | EHN     | PN   |

### 3.12. POLICE DE L'EAU SUR L'AXE RHÔNE-SAÔNE

Néant.

### 3.12.1. Subdélégation complémentaire

Néant.

### 3.13. POLICE DE L'ENVIRONNEMENT

À l'effet de signer :

- tous documents ou actes de procédure nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de police administrative de l'environnement, conformément au titre VII – Dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions du livre 1 du code de l'environnement, à l'exception de la décision portant mise en demeure et de la décision portant sanctions administratives ;

subdélégation est accordée à :

| M./Mme | NOM              | Prénom       | Service | Pôle |
|--------|------------------|--------------|---------|------|
| Mme    | DAYET            | Laurence     | EHN     | /    |
| Mme    | GRAVIER          | Marie-Hélène | EHN     | /    |
| Mme    | PEYRE            | Cécile       | EHN     | /    |
| M.     | BOULARD          | Fabrice      | EHN     | PACH |
| M.     | BOURG            | Cyril        | EHN     | PACH |
| Mme    | CHARLEMAGNE      | Isabelle     | EHN     | PACH |
| M.     | CROSNIER         | Jérôme       | EHN     | PACH |
| M.     | FALCONNIER       | Pierre       | EHN     | PACH |
| M.     | GIRAUD           | Samuel       | EHN     | PACH |
| M.     | LEPINAY          | Alexis       | EHN     | PACH |
| M.     | BRIET            | Romain       | EHN     | PME  |
| Mme    | BRIVADIER        | Isabelle     | EHN     | PME  |
| M.     | CHATELAIN        | Marc         | EHN     | PME  |
| M.     | CLAUDE           | Cédric       | EHN     | PME  |
| M.     | EGO              | Maxime       | EHN     | PME  |
| M.     | FAURE            | Emmanuel     | EHN     | PME  |
| M.     | GELLIER          | Matthieu     | EHN     | PME  |
| Mme    | GIRON            | Marianne     | EHN     | PME  |
| Mme    | HUBERT           | Séverine     | EHN     | PME  |
| Mme    | PAGLIARI-THIBERT | Carine       | EHN     | PME  |
| M.     | POIRIE           | Fabien       | EHN     | PME  |
| M.     | VIGUIER          | Raphaël      | EHN     | PME  |
| M.     | RICHARD          | Olivier      | EHN     | PN   |
| M.     | SALLES           | Jean-Marc    | EHN     | PN   |
| M.     | TABOURIN         | Pierre       | EHN     | PN   |
| M.     | GRAVIER          | Fabrice      | MAP     | /    |
| M.     | BALLET-BAZ       | Christophe   | MAP     | SA   |
| Mme    | EVELLIN-MONTAGNE | Carole       | MAP     | SA   |
| M.     | JOSSE            | Gaëtan       | PRICAE  | /    |
| Mme    | ARAMA            | Pauline      | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | CHRISTOPHE       | Carole       | PRICAE  | 4S   |
| Mme    | BEN ADDI         | Fatiha       | PRICAE  | CAP  |
| M.     | BOUZIAT          | Daniel       | PRICAE  | CAP  |
| Mme    | DEMEY            | Sabine       | PRICAE  | CAP  |
| M.     | FAY              | Pierre       | PRICAE  | CAP  |
| Mme    | GUIMONT          | Ghislaine    | PRICAE  | CAP  |
| M.     | GUYADER          | Ronan        | PRICAE  | CAP  |

| M./Mme | NOM        | Prénom   | Service | Pôle |
|--------|------------|----------|---------|------|
| Mme    | JACQUEMOUX | Lysiane  | PRICAE  | CAP  |
| M.     | MEYER      | François | PRICAE  | CAP  |
| M.     | PIEL       | Florian  | PRICAE  | CAP  |
| M.     | DEVILLERS  | Thomas   | PRICAE  | RA   |
| M.     | LAVERIE    | Arnaud   | PRICAE  | RA   |
| Mme    | BONNEVILLE | Sarah    | PRICAE  | RC   |
| M.     | PETRE      | Florian  | PRICAE  | RC   |

#### ARTICLE 4 :

L'arrêté DREAL-SG-2023-45/43 du 03 juillet 2023 portant subdélégation de signature aux agents de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes pour le département de la Haute-Loire est abrogé.

#### ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### ARTICLE 6 :

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution de cet arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Loire.

Pour le préfet de la Haute-Loire,  
et par délégation,  
le directeur régional  
de l'environnement, de l'aménagement et du logement,  
de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Signé**

Jean-Philippe DENEUVY